



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 2 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROLOG STONE

Chez PATRIZIA

2 rue de clichy 7 place d'estienne d'orves
75009 Paris

Références : E/25-1345

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement EUROLOG STONE SCI implanté 4 Avenue de la Haie ZAC du Bois des Saints Pères 77176 Savigny-le-Temple. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROLOG STONE SCI
- 4 Avenue de la Haie ZAC du Bois des Saints Pères 77176 Savigny-le-Temple
- Code AIOT : 0006502627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est implanté dans la ZAC du Bois des Saints-Pères, avenue de la Haie sur la commune de Savigny-le-Temple (77176). Il est desservi par la rue du Bois des Saints-Pères qui rejoint la RD 306. Il a été construit en 2000. Le voisinage proche est constitué d'entrepôts.

Son terrain d'emprise occupe une surface de 149 437 m². La plateforme est composée de 15 cellules dont les modes de stockage sont fonction des besoins de logistique des locataires. Actuellement, trois locataires occupent les différentes cellules du site: JOKERLOG, ID LOGISTICS et NEOLOG (la Poste). La surface utile de l'ensemble des bâtiments est de 66 573 m².

La société EUROLOG STONE dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°17/DCSE/IC/0128 du 24 mai 2017 qui la classait en Seveso Seuil haut au titre des rubriques 4510, 4511 et 4320.

Par la suite, un porter-à-connaissance reçu le 04/03/2019 a demandé la diminution des volumes de stockage des rubriques 4320, 4510 et 4511 passant ainsi le régime du site en Seveso seuil Bas. Cette demande a été actée par courrier du 6 mars 2019. Le porter à connaissance a été actualisé en mars 2020 et complété par une révision de l'EDD (étude de dangers) en 2023. Il est actuellement en cours d'instruction.

Étant classé « Seveso seuil bas », le site est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|---|-----------------------|
| 1 | État des stocks | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.2.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Stockage et compatibilité produits | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.6.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Vérifications respect stockage | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.2.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Données nécessaires à l'information du public par le Préfet | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 6 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Contrôle du Sprinkler et du désenfumage | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.4.4 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 8 | Imperméabilité des sols des locaux de charge | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 9 | Ventilation des locaux de charge | Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.6 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 10 | Présence de détecteurs d'hydrogène | Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 11 | Vérifications périodiques des RIA | AP Complémentaire du 24/05/2017, article 8.4.4 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|--|-------------------|
| 5 | Exploitation du site | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.3.2.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 7 | Accessibilité des issues de secours | Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.6.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une amélioration de la gestion des restrictions de stockage dans les cellules doit être opérée afin d'éviter un stockage de produits dangereux dans les cellules non autorisées à cet effet ou un stockage de produits incompatibles entre eux.

Les contrôles périodiques des sprinklages et des équipements de désenfumage n'ont pas été présentés à l'Inspection. L'exploitant doit transmettre les rapports des derniers contrôles réalisés ainsi que les justificatifs des travaux réalisés le cas échéant.

Concernant le local de charge batterie situé en cellule B1, l'exploitant doit fournir les justificatifs permettant de s'assurer que le débit d'extraction du local de charge B1 est conforme au débit minimal d'extraction préconisé par l'article 2.6 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000. L'exploitant doit justifier de l'absence de détecteurs d'hydrogène dans le local de charge B1 au regard de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000

L'absence de réponse sur ces deux derniers points dans le délai fixé pourra conduire l'Inspection à proposer au préfet de Seine et Marne de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, État des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4411-73 du code du travail.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p> |
| Constats : <p><u>Non-Conformité n°20230921-1 de l'inspection du 21/09/2023 :</u> <i>Des produits relevant de la rubrique 2663 sont stockés dans des cellules non autorisées à cet effet.</i></p> <p><u>Observation n°20230921-1 de l'inspection du 21/09/2023 :</u> <i>Il convient que l'exploitant améliore sa gestion des stocks afin d'interdire, dans certaines cellules, le stockage de produits non autorisés.</i></p> <p>L'exploitant a transmis l'état des stocks générés par son logiciel DOCSTOCK du 14 décembre 2023 et du 16 septembre 2024. Un nouvel état des stocks du 25 octobre 2024 a été généré en séance. L'état des stocks est facilement accessible via un QRCode depuis n'importe quel téléphone portable. Le QR code est disponible au poste d'accueil et facilement accessible pour les secours.</p> <p>Les 3 états des stocks transmis font état de produits stockés dans des cellules et relevant de rubriques non autorisées dans ces cellules. En particulier la présence de produits relevant des rubriques 2663 et 4320 sont stockés dans des cellules non autorisées à cet effet.</p> <p>Concernant la rubrique 2663 relative au stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères, l'exploitant a déposé un Porter-à-Connaissance en 2020 ainsi qu'une modélisation du risque incendie lié aux évolutions de stockage en septembre 2023. Ces éléments sont en cours d'instruction et l'exploitant a déjà mis en place ses nouvelles règles de stockage pour cette rubrique.</p> <p>Concernant la rubrique 4320 concernant les aérosols considérés comme dangereux, l'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'une erreur d'aiguillage et le locataire indique avoir déplacé les palettes le</p> |

jour même, la veille de l'inspection.

Cependant dans l'édition des stocks générée par DOCOSTOCK et fournie le jour de l'inspection, 5 tonnes de produits relevant de la rubrique 4320 étaient mentionnées sans qu'aucun témoin d'alerte ne signale l'anomalie. Les 3 états des stocks mentionnent des erreurs de stockage de cette rubrique dans la cellule A4.

Suite aux remarques de l'Inspection, l'état des stocks a été actualisé en séance après vérification de l'absence de matière non-autorisée par le locataire. Aucun produit relevant de la rubrique 4320 n'a été constaté lors de la visite sur le terrain de la cellule A4.

Au vu de la récurrence d'affichage de rubriques non autorisées dans les cellules dans les états générés par DOCOSTOCK, l'Inspection constate l'absence d'alerte ou la non-efficacité de celle-ci. L'exploitant ne constate pas les erreurs d'aiguillage dès la réception des données dans son logiciel ou n'alerte pas son locataire du non-respect des stockages des produits dans les cellules autorisées.

→ L'observation n°20230921-1 et la non-conformité n°20230921-1 de l'inspection du 21/09/2023 sont maintenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stockage et compatibilité produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2024

Prescription contrôlée :

Les quantités totales, maximales, de matières stockées dans les cellules sont décrites à l'ARTICLE 1.2.1. du présent arrêté.

Les produits stockés, leur conditionnement, leur mode de stockage sont conformes aux descriptions faites dans le dossier d'autorisation et/ou de modifications déposé.

Les matières chimiquement incompatibles, qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues soient largement dégagées.

Constats :

Non-conformité n°2 de l'inspection du 10 juin 2020 :

Les matières chimiquement incompatibles, qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon

dangereuse ou aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule conformément à l'article 9.1.6.2 de l'arrêté préfectoral 17/DCSE/IC/028 du 24 mai 2017. L'exploitant devra vérifier dans les plus brefs délais que les conditions de stockage (des matières chimiquement incompatibles) sont respectées.

L'exploitant a mis en place une procédure de gestion des incompatibilités datée de 2023. Celle-ci n'est constituée que d'un tableau des pictogrammes de compatibilité et de leur signification avec une mention demandant la vérification des fiches de données de sécurité (FDS) en cas de « compatibilité sous conditions ».

En séance, l'exploitant a indiqué être sollicité par les locataires dès lors qu'un nouveau produit dont la compatibilité de stockage nécessite l'analyse des FDS est proposé par les clients.

Le locataire a fait état de consignes non formalisées sur la prise en charge des produits dangereux et leur vérification depuis la demande du client jusqu'à la décision d'acceptation ou de refus.

Néanmoins ces procédures d'échanges et de contrôles n'apparaissent pas dans le document transmis par l'exploitant.

→ **La non-conformité n°2 de l'inspection du 10 juin 2020 est maintenue.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241025-1 :

L'exploitant devra transmettre une procédure de gestion de la compatibilité des produits qui intègre les étapes de concertation et de contrôles préalables à la décision de prise en charge et de lieu de stockage des produits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérifications du respect du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Modification des conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4411-73 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

| |
|---|
| Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours. |
| Constats : <u>Non-conformité n°3 de l'inspection du 10 juin 2020 :</u> <i>L'exploitant a modifié les conditions de stockage sans transmettre préalablement un porter-à-connaissance à Monsieur le préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral 17/DCSE/IC/028 du 24 mai 2017. L'exploitant devra régulariser la situation en transmettant les études nécessaires. Il devra dans l'attente de la validation de l'administration remettre le site conforme aux prescriptions actuelles.</i> L'exploitant a transmis à l'Inspection, le porter-à-connaissance relatif aux modifications de stockage ainsi que les études et modélisations associées. <u>→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 10 juin 2020 reste maintenue dans l'attente de la finalisation de l'instruction du porter à connaissance transmis par l'exploitant.</u> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Données nécessaires à l'information du public par le Préfet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Modification des conditions de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024 |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements seuil haut et seuil bas fournissent au préfet les éléments lui permettant de remplir les obligations ressortant de l'article L. 515-34 du Code de l'environnement relatif à l'information du public. [...] |
| Constats : <u>Observation n°2 de l'inspection du 10 juin 2020 :</u> « L'exploitant devra transmettre la fiche d'information du public, imposée par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. » L'exploitant a transmis, pré-inspection, un « état simplifié pour communication au public » daté du 16/09/2024. Cet état simplifié ne comporte pas toutes les informations relatives aux accidents majeurs susceptibles de se produire et aux moyens mis en œuvre pour en assurer la prévention et |

la réduction des conséquences, tel que demandé par l'article L.515-34 du Code de l'environnement.

→ L'observation n°2 de l'inspection du 10/06/2020 est maintenue. L'exploitant complètera sa fiche d'information du public selon les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et la transmettra à l'Inspection. Il pourra s'aider du modèle de fiche établi par la DGPR transmis en annexe de la lettre de suites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation du site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024

Prescription contrôlée :

[...] À l'intérieur de chaque groupe, les cellules sont isolées entre elles par des murs séparatifs ordinaires (MSO) coupe-feu de degré 2 h, avec portes simples coupe-feu de degré 1 h 30 et pare flammes de degré 2 h à fermeture automatique et asservies à des dispositifs autonomes déclencheurs.

Ces murs coupe-feu 2 h dépassent d'au moins 0,70 m en toiture et 0,40 m en saillie de la façade ou en prolongement latéral aux murs extérieurs à l'exception :

- du mur séparant les cellules C4-1 et C4-2, lequel comporte un flocage sous toiture sur 5 m de part et d'autre du mur et de deux retours en façade en parpaing de béton cellulaire sur 1 mètre de part et d'autre du mur ;

- des murs séparant les cellules de co-packing (A0 et A1) des cellules de stockage A2 et A3, lesquels sont protégés par un flocage à base de mortier minéral de la sous face de la toiture sur une largeur de 4 m de part et d'autres des murs séparatifs. Les cellules A0 et A1, exclusivement dédiées à l'activité co-packing, ont leur toiture en contrebas des cellules de stockage avec une hauteur de cellule de 8,1 m à l'acrotère contre une hauteur de 15 m à l'acrotère pour les cellules de stockage.

[...]

Les bureaux et locaux techniques ou sociaux sont isolés de la partie entreposage par des murs coupe feu de degré 2 h. La porte d'accès à ces locaux est coupe feu de degré 1 h.

Constats :

Non-conformité n°20230921-2 de l'inspection du 21/09/2023:

Le degré coupe-feu du mur séparant les cellules A5 et A6 n'est pas assuré, l'une des portes étant

maintenue ouverte.

L'inspection a pu constater que la porte coupe-feu séparant les cellules A5 et A6 était maintenue fermée lors de la visite du site.

=> La non-conformité n°20230921-2 de l'inspection du 21/09/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle du Sprinkler et du désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles réglementaires

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024

Prescription contrôlée :

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et mélanges dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Constats :

Observation n°20230921-2 de l'inspection du 21/09/2023 :

L'exploitant justifiera de la remise en conformité des dispositifs de sprinklage et de désenfumage du site.

L'exploitant indique la réalisation de nouveaux rapports de contrôle en 2024 pour le sprinklage et le désenfumage. Cependant aucun compte-rendu n'a pu être présenté en séance.

→ L'observation n°2023921-2 de l'inspection du 21/09/2023 est maintenue.

L'Inspection demande à l'exploitant :

- pour le sprinklage : la transmission du rapport de 2024 ainsi que les justificatifs attestant de la réalisation des travaux effectués suite aux contrôles de 2023 ;
- pour le désenfumage : la transmission des deux derniers rapports (2023 et 2024) ainsi que les justificatifs attestant de la réalisation des travaux effectués suite au rapport de 2022.

Sans réponse dans le délai fixé, une mise en demeure sera proposée au préfet de Seine-et-Marne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Accessibilité des issues de secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.1.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>[...] Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues soient largement dégagées.</p> |
| Constats : <p><u>Non-conformité n°7 de l'inspection du 10 juin 2020 :</u> <i>Le stockage n'est pas effectué de manière à ce que toutes les issues soient largement dégagées et accessibles conformément à l'article 9.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17/DCSE/IC/028 du 24 mai 2017. L'exploitant devra veiller à ce que toutes les issues de secours soient accessibles dans les plus brefs délais.</i></p> <p>L'inspection a constaté lors de sa visite que les issues de secours de l'ensemble des cellules visitées étaient toutes accessibles et que leur accès était dégagé.</p> <p>=> La non-conformité n°7 de l'inspection du 10 juin 2020 est levée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Imperméabilité des sols des locaux de charge

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 9.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Locaux de charge |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>Les trois locaux de charge d'accumulateurs présentent les caractéristiques de comportement au feu, d'implantation et de risques mentionnés dans l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs).</p> <p>[...]</p> |

Le sol des locaux est imperméable (peinture traitée anti-acide) et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.
Les eaux résiduelles acides sont collectées dans un regard étanche pour permettre leur neutralisation.
[...]

Constats :

Non-conformité n°8 de l'inspection du 10 juin 2020 :

Le sol des locaux de charge (A0, C0, A6 et B1) n'est plus imperméable du fait que la peinture anti-acide est particulièrement détériorée conformément au chapitre 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17/DCSE/JC/028 du 24 mai 2017.

Lors de la visite des 4 locaux de charge des cellules A0, C0, A6 et B1, l'Inspection a constaté que l'état de la peinture anti-acide du local de charge de la cellule A6 était toujours dans un état dégradé, la peinture anti-acide des autres locaux de charge était en bon état.

→ La non-conformité n°8 de l'inspection du 10/06/2020 reste maintenue pour le local de charge de la cellule A6.

Non-conformité n°20230921-3 de l'inspection du 21/09/2023 :

Les murs du local de charge de la cellule A6 ne sont pas totalement recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Lors de la visite du local de charge de la cellule A6, l'Inspection a constaté que le mur situé à droite de l'entrée du local de charge n'était toujours pas totalement recouvert d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol. En effet, la surface sur une vingtaine de centimètres au pied du mur a été recouverte de peinture anti-acide suite au retrait des plinthes en bois recouvrant le bas du mur.

→ La non-conformité n°20230921-3 de l'inspection du 21/09/2023 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Ventilation des locaux de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation local de charge

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°20230921-4 de l'inspection du 21/09/2023 :</u> <i>Le local de charge de la cellule A0 n'est pas convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.</i></p> <p>L'exploitant et le locataire ont procédé au nettoyage de la partie basse de la ventilation. L'inspection a pu le constater lors de sa visite sur site. La ventilation fonctionnait le jour de l'inspection.</p> <p>=> La non-conformité n°20230921-4 de l'inspection du 21/09/2023 est levée.</p> <p><u>Observation n°20230921-3 de l'inspection du 21/09/2023 :</u> <i>L'exploitant justifiera que le débit d'extraction du local de charge de la cellule B1 est suffisant au regard des dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.</i></p> <p>L'exploitant indique avoir pris attache avec le fabricant qui a justifié le débit au regard de la surface du local concerné. Aucun justificatif n'a été apporté en séance. L'inspection demande à l'exploitant de justifier le respect du débit minimal d'extraction au regard de la formule de calcul définie par l'article 2-6 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.</p> <p>→ L'observation n°20230921-3 de l'inspection du 21/09/2023 est maintenue.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : ,Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 10 : Présence de détecteurs d'hydrogène

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection Ateliers de charge d'accumulateurs</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes</p> |

ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

Constats :

Non-conformité n°20230921-5 de l'inspection du 21/09/2023 :

Le local de charge de la cellule B1 n'est pas équipé de détecteurs d'hydrogène.

Lors de la visite, l'Inspection n'a constaté aucun changement. L'exploitant indique n'avoir pas procédé à la mise en place des détecteurs d'hydrogène dans le local B1. Post inspection, il a indiqué que le local B1 n'était pas cité par l'article 8.5.6.3 de l'arrêté préfectoral de 2017 et donc non soumis à l'obligation de mise en place de détecteurs d'hydrogène.

En l'absence de mention explicite dans l'arrêté préfectoral de 2017, rédigé avant le dépôt du dossier de PAC 2020 par l'exploitant et relatif à la création du local de charge dans la cellule B1, ce sont les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29/05/2000 qui s'appliquent et notamment l'article 4.3.

Il convient donc, en application de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000, que l'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique. Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus devront être équipées de détecteurs d'hydrogène.

→ La non-conformité n°20230921-5 de l'inspection du 21/09/2023 est maintenue. L'exploitant justifiera si le local de charge de la cellule B1 présente un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique. Le cas échéant, des détecteurs d'hydrogène devront être mis en place dans le local de charge de la cellule B1. En l'absence de transmission d'un justificatif dans le délai fixé, ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif de l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Vérifications périodiques des RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2017, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et mélanges dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Article 8.8.4

[...]

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation des réseaux de sprinklage et des RIA. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie et fonctionnent même en cas d'interruption de l'alimentation électrique.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'ensemble des systèmes d'extinction fera l'objet de vérifications périodiques par un organisme qualifié dont les fréquences sont prédéterminées par l'exploitant et sous sa responsabilité, sous réserve de respecter au minimum les fréquences définies par les référentiels de qualification de ces installations (APSAD ou équivalent). Les résultats seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'Inspection a procédé à la vérification de bonne réalisation des contrôles périodiques de certains équipements RIA.

Les dates de contrôles mentionnées sur les étiquettes ne sont pas uniformes sur tout le site selon les locataires ; certaines datent de 2023 et d'autres de 2024. Les dates de 2023 étaient partiellement effacées, ne permettant pas de se prononcer sur le dépassement de l'échéance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241025-2 :

L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs relatifs au contrôle des RIA présents sur l'ensemble du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois